

MEMORANDUM DE LA SOCIETE CIVILE

GUINEENNE

L'ENLISEMENT DE LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE EST UNE MENACE SERIEUSE DU PROCESSUS DE « DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE».

Après plus d'une décennie, la République de Guinée est régulièrement secouée par des crises socio-politiques. En rappel, la crise de janvier-février 2007, les événements du 28 septembre 2009, les crises pré et post électorales de 2010, 2013 et 2015.

Les conséquences de ces crises sont d'ordre politique, économique et social.

Sur le plan politique : la suspicion entre les acteurs politiques, le discrédit des institutions de la République, l'usage abusif du consensus au détriment de la Constitution et des lois, les tensions permanentes entre les acteurs politiques d'une part et entre eux et le gouvernement, d'autre part...

Sur le plan Economique : la méfiance des investisseurs, la faible mobilisation des recettes publiques, la destruction de biens publics et privés et les perturbations budgétaires ;...

Sur le plan Social : la méfiance et le repli identitaire, des violations des droits humains, l'instrumentalisation de la justice, le désœuvrement et la paupérisation,...

En effet, depuis le premier tour des élections présidentielles de 2010, les acteurs politiques guinéens se sont inscrits dans une logique où, pour chaque élection politique, il faut conclure un nouvel accord politique. Ainsi, en l'espace de six ans, trois accords politiques ont été signés, à savoir : l'accord entre les deux tours des élections présidentielles de 2010; l'accord pour la tenue des élections

législatives de 2013 et l'accord du 20 août 2015 qui a permis l'organisation des élections présidentielles de 2015.

La récurrence des crises politiques pré-électorales contraint constamment le Gouvernement à mettre en place un cadre de dialogue politique. Ce cadre circonstanciel, peu structuré conduit à des accords politiques Insolubles et non respectés.

La tenue de ces dialogues a permis de mettre en évidence le rôle déterminant joué par certaines composantes de la Société civile, notamment les organisations des femmes, qui ont été très actives dans la médiation ainsi que dans les activités de plaidoyer.

C'est le cas aussi des médias, qui se sont illustrés dans leur mission d'alerte et dans la facilitation de débats politiques autour des enjeux liés aux différents accords politiques.

La société civile est constamment interpellée par les populations et toutes les parties pour son implication dans la sensibilisation, la médiation et le suivi de la mise en œuvre des accords.

Conscients de son rôle et responsabilité dans la préservation de la quiétude sociale, de la veille citoyenne et de propositions d'alternatives ; nous, plateformes de la société civile, Organisations des Femmes, des Médias, de Jeunes, réunis au siège du Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSCG), avons procédé à une analyse critique et objective de la situation socio-politique et économique du pays et une évaluation des accords du 20 août 2015 dans la perspective des élections locales.

Ainsi, dans le souci de répondre, comme toujours, aux attentes et préoccupations des citoyens, nous avons cru devoir produire ce mémorandum qui s'articule sur trois points :

I- CONSTATS

Après une analyse critique et objective de la situation socio politique du pays, nous, membres de la Société civile, dressons les constats suivants:

- La rupture prématurée du dialogue, son caractère spontané, peu structuré et sporadique.
- Le manque d'efficacité du Comité de suivi des accords du 20 août et sa dissolution hâtive;
- Le non-respect et la non application de certains engagements dont : l'indemnisation des victimes des manifestations politiques, la réforme de la CENI, la révision du Code électoral, le découpage électoral... ;
- L'absence d'une date consensuelle pour la tenue des élections locales ;
- L'absence de stratégie cohérente pour le respect du cycle électoral ;
- L'insuffisance de la volonté politique des acteurs ;
- La mauvaise foi des acteurs ;
- L'absence d'un plan de suivi cohérent et contraignant des accords ;
- L'équilibrisme poussé de la Société civile et la faible synergie entre ses composantes ;
- Les crises internes sur fond de tensions permanentes au sein et entre les partis politiques ;
- L'escalade des discours politiques violents et haineux, qui sont amplifiés par certains médias ;
- La difficile collaboration entre la CENI et le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, impactant négativement sur l'élaboration et la mise en œuvre du chronogramme des élections locales;
- La forte polarisation politicienne de l'opinion ;

- Des manœuvres politiciennes d'exclusion de la Société civile des négociations et accords politiques ou la réduction de sa présence au statut d'observateur.
- Le sentiment quasi constant de détournement du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation de sa mission essentielle d'interface avec les partis politiques ;
- La méconnaissance et le désintérêt des citoyens sur les enjeux réels des élections locales ;
- La banalisation de la vie politique et la gestion clanique des affaires publiques ;
- Des insuffisances et incohérences persistantes dans la loi électorale, rendant difficile la gestion du contentieux électoral et politique par les différentes juridictions, etc.

Ces constats posés nous ont permis d'articuler les analyses ci-après.

II- ANALYSES

Les faits et constats soulevés s'expliquent par :

- La non application et le non-respect de la loi et des accords par les parties prenantes, du fait d'une faible volonté politique ;
- L'attitude irresponsable, l'incivisme poussé, la mauvaise foi, le manque d'engagement et de vision positive des acteurs du processus ;
- La perte d'identité collective des acteurs de la vie publique conduisant à tout moment à des solutions inadéquates et des perpétuels recommencements ;
- La désorientation de l'opinion des questions essentielles de développement (décentralisation, emploi, santé, éducation, agriculture, infrastructures,...), entraînant ainsi une banalisation de la vie publique ;

- Le processus électoral marqué par un cloisonnement institutionnel dû aux ``conflits d'intérêts`` entre les parties prenantes (CENI, MATD, Ministère des Finances, PTF,...). Ceci est une velléité manifeste de remise en cause des acquis de la décentralisation en Guinée.

III- PROPOSITION DE SOLUTIONS

Pour une sortie de crise et au regard de ces réalités, la Société Civile, recommande aux acteurs politiques et au Gouvernement:

- La relance immédiate du cadre de dialogue politique inter guinéen. La société civile veillera à la mise en œuvre des différents engagements;
- Le respect et l'application des accords du 20 août 2015 ;
- L'engagement de toutes les parties prenantes au respect scrupuleux des accords politiques en:
 - Situant les responsabilités de chaque partie dans la mise en œuvre ;
 - Fixant des échéances claires ;
 - Instituant un mécanisme de Suivi contraignant des engagements ;
- La prise d'initiatives pertinentes pour mettre un terme à l'entretien volontaire du flou et l'incohérence du cadre juridique et administratif régissant les élections locales.

La société civile lance un appel :

- **Au Premier Ministre**, Chef du gouvernement, Coordonnateur de l'action gouvernementale :
 - de garantir l'instauration d'un climat serein de dialogue et de veiller au respect de l'application des accords, conformément à l'article 58 de la Constitution ;

- **Au Ministre en charge de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation :**
 - de respecter et faire respecter scrupuleusement les lois qui régissent les Collectivités locales, le fonctionnement des partis politiques et l'impartialité de l'administration dans l'organisation des élections ;
 - d'assurer son rôle d'interface entre les partis politiques, la société civile et les pouvoirs publics en instaurant une concertation régulière sur les questions politiques.
- **A la CENI :**
 - de tout mettre en œuvre pour la tenue des élections locales inclusives et crédibles avant le 31 décembre 2016 ;
- **Aux partis politiques :**
 - D'assumer leurs responsabilités vis-à-vis de leurs militants, surtout en matière d'éducation civique et politique;
 - De respecter et faire respecter par leurs cadres, militants et sympathisants la Constitution, la Charte des partis politiques, le Code de bonne conduite, les principes et valeurs démocratiques, les symboles et les dates historiques de la République ;
 - S'engager dans un rapport de réciprocité dans les accords politiques ;
- **Aux populations :**
 - A plus de vigilance, d'engagement citoyen pour éviter d'être distraites et détournées des vrais enjeux des élections locales. Ceci constitue le socle du développement harmonieux des Collectivités locales ;
- **Aux Institutions de la République, notamment la HAC, la Cour Constitutionnelle, l'INIDH :**

- D'assumer avec courage leurs attributions conformément à la Constitution et aux lois de la République ;
- **Aux Députés :**
 - de faire preuve de responsabilité et de patriotisme en assumant leurs fonctions de représentants du Peuple, conformément à la Constitution, aux lois et aux aspirations des citoyens ;
- **Au Président de la République**, garant de la Constitution, du bon fonctionnement de l'Etat, de la paix, la stabilité et la cohésion sociale de:
 - créer des conditions politiques et sociales favorables à la décrispation du climat politique en veillant à l'instauration d'un dialogue franc, sincère et responsable ;
 - renforcer les mécanismes et instruments de lutte contre l'impunité, la corruption et la mauvaise gouvernance ;
 - garantir le fonctionnement correct des Institutions de la République, conformément à la constitution et aux lois.

Vu ce qui précède, les Organisations de la Société Civile signataires du présent mémorandum, s'indignent de la persistance de la crise socio-politique en Guinée. Elles appellent l'ensemble des acteurs à un sursaut national en privilégiant le respect des lois, le dialogue sincère et inclusif et l'intérêt de la nation au-dessus des intérêts partisans.

Faisant sa propre autocritique, et prenant conscience de ses responsabilités face aux attentes des citoyens, tenant compte des enjeux des élections locales qui requièrent sa forte implication à toutes les étapes, la Société civile guinéenne appelle les partis politiques à la retenue et à la responsabilité. De même, elle invite le Gouvernement à privilégier le dialogue.

La société civile déplore l'enlisement de la situation politique devenant de plus en plus angoissante pour les populations plutôt soucieuses de l'amélioration de leurs conditions de vie.

A ce titre, la société civile regrette le blocage chronique du processus électoral dû à la juxtaposition d'un faisceau de dysfonctionnement institutionnel, sur fond de conflit d'intérêt qui ne saurait se justifier devant l'intérêt national et la souffrance de nos concitoyens.

Les menaces encourues par la décentralisation amorcée depuis plus de deux décennies sont la conséquence des violations des dispositions des lois, de la non application du Code des Collectivités locales, et les décisions politiques incohérentes des gouvernements successifs, etc. Cet état de fait se traduisant par la perte progressive de légitimité et d'autorité des responsables locaux.

La Société civile regrette qu'à la veille de chaque échéance électorale, les acteurs politiques et le Gouvernement se précipitent dans l'élaboration et la signature des accords qui ne résolvent que des problèmes conjoncturels et électoralistes.

La Société civile note aussi, le manque de respect et la non application des accords découlant de la mauvaise foi de la classe politique et de la faible volonté politique du Gouvernement.

La persistance de ces crises cycliques est de nature à traumatiser les citoyens et à désorienter le gouvernement des vrais problèmes de développement.

Face à l'immobilisme des acteurs du processus électoral à trouver des solutions durables qui garantissent la tenue d'élections locales crédibles avant la fin d'année 2016, la Société civile prône l'apaisement et invite les acteurs à mettre fin aux dérives verbales.

Fidèle à ses fonctions de veille, d'alerte, d'interpellations, la société civile réitère sa ferme volonté d'assumer ses responsabilités conformément aux aspirations des populations.

Conakry, le 03 aout 2016

LES SIGNATAIRES

N°	DENOMINATION DE LA STRUCTURE	ENVERGURE
Organisations Nationales		
1	Observatoire Citoyen de Défense des Droits de la République (OCDR)	ONG
2	Centre du Commerce International pour le Développement (CECIDE)	ONG
3	Observatoire National des Elus de la République et des Elections.	ONG
4	Agir pour la Paix et le Développement de la Guinée	ONG
Plates-formes Thématiques de Femmes		
5	Plate-Forme Thématique des Organisations de Femmes et Jeunes de Guinée pour la Paix (FEMJEUGUIP)	Plateforme de 17 Organisations faitières de femmes 38 communes 305 CRD
6	Coalition Nationale de Guinée pour le Droit et la Citoyenneté des Femmes	10 OSC 8 régions et 38 communes

Plate-forme Thématiques des Jeunes		
7	La Cellule Balai Citoyen de Guinée	Coalition 130 OSC 38 communes
8	Le Forum National des Jeunes de la Société Civile Guinéenne	30 OSC, 38 communes 130 quartiers de Conakry
9	Le Réseau Afrique Jeunesse de Guinée	20 OSC, 38 communes 8 Régions
Plates-formes Nationales		
10	La Coalition Nationale des Organisations de la société civile Guinéenne (CONASOC)	700 OSC 38 communes 200 CRD
11	Génération pour l'unité et la Relance de la Guinée (GURG)	Plate-forme d'Ong nationales 5 communes et 8 régions administratives
12	Le Forum Social Guinéen/ le Secrétariat	1004 OSC affiliées
13	Le Conseil National des organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSCG)	5000 OSC 8 régions 33 préfectures et 5 communes urbaines et 305 rurales.

Plates-formes Nationales de media		
14	Association Guinéenne des Editeurs de la Presse Indépendante (AGEPI)	Réseau professionnel de la presse écrite
15	Association Guinéenne de la Presse en Ligne (AGUIPEL)	Réseau professionnel de la presse en ligne
16	PASSERELLE CITOYENNE DE GUINEE	Réseau d'ONG